

**DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES ET DES ENTREPRISES
COMITÉ DE L'INVESTISSEMENT**

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET 2015-2016

Domaine de résultats « Développement du secteur privé »

Cette note présente le projet de Programme de travail et budget pour le développement du secteur privé (Domaine de résultats 4.1.5) pour la période 2015-2016.

Pour tout complément d'informations, veuillez contacter M. Anthony O'SULLIVAN
Courriel : anthony.osullivan@oecd.org, tel. : +33 1 45 24 97 01

JT0335772

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

Domaine de résultats 4.1.5

I. Introduction

1. Les programmes régionaux de l'OCDE permettent de collaborer avec les pays partenaires afin de stimuler l'investissement, la compétitivité, la croissance économique et la création d'emplois, notamment en diffusant les normes et des bonnes pratiques de l'OCDE. Le soutien des pairs à l'échelon régional vient renforcer les messages stratégiques et la recherche de solutions régionales, tout en permettant à chaque partenaire de mettre à profit les connaissances spécialisées de l'OCDE et de renforcer ses capacités de réponse face aux priorités nationales. Au nombre des Programmes régionaux figurent le Programme pour la compétitivité de l'Eurasie (comprenant la région Europe de l'Est/Sud du Caucase et l'Asie centrale), le Programme MENA-OCDE pour l'investissement et la Charte pour l'investissement en Europe du Sud-Est. Les programmes régionaux reposent sur une approche induite par la demande, conformément à l'ambition de l'OCDE de devenir un réseau mondial pour l'action publique plus efficace et plus inclusif. Ils visent à renforcer la pertinence, la visibilité et l'impact de l'OCDE, dans l'intérêt des pays membres et des pays partenaires.

2. Les programmes régionaux de l'OCDE aident les pays partenaires à instaurer une économie dynamique et viable, aux niveaux national et régional. Ils prodiguent aux gouvernements des conseils sur les mesures à prendre pour se rapprocher des bonnes pratiques de l'OCDE et tirer profit des normes et instruments de l'Organisation afin de réformer efficacement les politiques publiques et les institutions de leurs pays. Ces activités supposent une étroite coopération au sein de l'Organisation, notamment dans les domaines des politiques de l'investissement ; de l'intégrité et de la prévention de la corruption ; de l'éducation et de la formation dans une perspective d'emploi ; de l'innovation ; de l'investissement en faveur du secteur agroalimentaire ; des échanges ; et des politiques à l'égard des PME afin de promouvoir l'entrepreneuriat. Des contributions sont également apportées aux projets horizontaux de l'OCDE et une étroite coopération est entretenue avec d'autres organisations internationales.

3. Le Comité de l'investissement et son Groupe consultatif sur l'investissement et le développement (qui s'est substitué au Groupe consultatif sur la coopération avec les non-Membres) assurent la supervision et formulent des orientations. D'autres organes de l'OCDE participent également à la supervision et au suivi d'éléments spécifiques des programmes régionaux relevant de leur domaine de compétence.

4. S'agissant du Domaine de résultats 4.1.5 – Développement du secteur privé, le présent document décrit :

- le contexte général et les réalisations escomptées (section II) ;
- les éléments proposés pour le programme de travail (section III), notamment les travaux régionaux (section IV) et les contributions aux objectifs généraux de l'OCDE (section V) ;
- les ressources nécessaires à l'exécution de cette proposition de programme de travail (section VI).

5. Dans un souci de clarté, le programme de travail est présenté sous un angle thématique et régional (respectivement dans les sections III et IV). De ce fait, il est possible que certains résultats figurent dans les

deux sections. Le coût estimatif et les recettes sous forme de contributions volontaires prévues pour 2015-16 sont présentés à l'annexe 1. Il convient de noter que les programmes régionaux de l'OCDE sont entièrement financés par des contributions volontaires.

II. Contexte général et réalisations escomptées

6. Les programmes régionaux de l'OCDE portant sur le développement du secteur privé en Eurasie, dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA), et en Europe du Sud-Est continueront de soutenir les réformes à l'échelon national et régional afin de stimuler la compétitivité et créer un environnement propice aux entreprises. La coopération sera axée sur la hiérarchisation des réformes et des plans d'action à mettre en œuvre, et sur la formulation d'orientations sur l'application concrète des réformes et l'évaluation des progrès accomplis. Des examens par les pairs, et dans la mesure du possible, des évaluations régionales au regard des instruments de l'OCDE, permettront aux responsables de l'élaboration des politiques de se rapprocher des bonnes pratiques internationales.

7. À partir des orientations formulées par le Groupe consultatif sur l'investissement et le développement (GCID) du Comité de l'investissement et par les Groupes de pilotage des programmes, les programmes régionaux de l'OCDE consacrés au développement du secteur privé mettront à profit les instruments et les lignes directrices de l'OCDE, comme le Cadre d'action pour l'investissement, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, et les Principes pour la participation du secteur privé aux infrastructures. Ils permettront également d'élargir et de renforcer les relations de collaboration qui existent entre l'OCDE et les grandes institutions régionales et internationales.

8. Le contexte général dans lequel s'inscrivent ces programmes est marqué par des trajectoires de croissance disparates consécutives à la crise, avec des régions qui connaissent une croissance relativement forte et d'autres une croissance faible et inégale ainsi qu'un chômage élevé et des inégalités de revenus. Ces situations de départ très différentes compteront parmi les défis à relever pour assurer un développement économique dans ces régions en 2015-2016.

9. *Eurasie.* Malgré un contexte international difficile, nombre de pays eurasiens affichent des rythmes de croissance relativement élevés. Cette situation offre une occasion de renforcer les cadres d'action et d'accélérer les réformes afin de permettre à ces pays de devenir des économies émergentes dynamiques. Les troubles sociaux et politiques que connaissent certains pays partenaires rendent nécessaire une intensification des efforts déployés pour stabiliser le climat économique, notamment par l'intermédiaire de mesures visant à renforcer la protection des droits de propriété, à promouvoir l'investissement, à lutter contre la corruption, à stimuler la compétitivité et à encourager le développement du secteur financier et l'intégration régionale. En particulier, ces pays doivent monter dans la chaîne de valeur dans des secteurs clés comme l'agroalimentaire, les technologies de l'information et l'industrie légère.

10. *MENA.* La région MENA doit relever de nombreux défis socio-économiques, et les gouvernements des pays de la région sont confrontés à une demande insistante, de la part de leur opinion publique, de croissance inclusive et de création d'emplois, notamment depuis les événements de 2011. Or, les taux de croissance qu'elle enregistre ont sensiblement baissé et sont trop faibles pour créer les emplois nécessaires et accroître les revenus. En outre, la dégradation de l'environnement des entreprises et l'instabilité de l'économie mondiale ont induit une réduction notable de l'investissement direct étranger (IDE). En 2013, la croissance et l'IDE ont commencé à se redresser, mais cette reprise était inégale entre les pays et les perspectives restent incertaines. La guerre civile complexe qui se déroule en Syrie ainsi que l'évolution de la situation en Égypte font naître des risques et des incertitudes supplémentaires. Ces circonstances soulignent la nécessité de mettre en œuvre de vastes réformes de nature à renforcer la confiance, la croissance et l'emploi, en saisissant l'occasion unique créée par le « printemps arabe ».

11. *Europe du Sud-Est.* Les freins à la croissance en Europe du Sud-Est devraient rester significatifs, malgré une reprise modérée depuis le début de la crise. Pour améliorer leurs performances économiques, les pays de la région doivent consolider leur système financier, mieux s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales, améliorer le climat de l'investissement, simplifier la réglementation et renforcer leur compétitivité.

12. En dépit de spécificités nationales et régionales, ces économies ont des défis et des aspirations en commun, parmi lesquels figurent :

- Attirer l'investissement international afin de soutenir le développement des infrastructures et les énergies renouvelables ;
- Supprimer les obstacles politiques et institutionnels à l'investissement et aux échanges dans les secteurs à forte valeur ajoutée ;
- Diversifier les sources de compétitivité et l'investissement international dans les économies fondées sur les ressources naturelles ;
- Développer la compétitivité des biens exportables en augmentant la valeur ajoutée par l'innovation et un contenu intellectuel plus important ;
- Soutenir la mise en œuvre d'accords commerciaux et d'accords d'investissement régionaux ;
- Renforcer l'intégrité et la conduite responsable des entreprises ;
- Soutenir le développement des PME en renforçant les politiques à l'égard des PME, en développant l'accès au financement et en les reliant aux chaînes de valeur mondiales ;
- Soutenir l'entrepreneuriat innovant et l'entrepreneuriat féminin ; et
- Contribuer à une croissance plus équilibrée et à la réduction des inégalités en soutenant le renforcement de la compétitivité au niveau infranational.

13. Réalisations escomptées : Sensibilisation/compréhension

- Une meilleure connaissance, par les responsables régionaux de l'élaboration des politiques, des outils et instruments de l'OCDE à l'appui du développement du secteur privé, de la compétitivité et des mesures d'accompagnement.

14. Réalisations escomptées : Usage

- Une application des bonnes pratiques, recommandations et boîtes à outils de l'Organisation fondées sur des instruments de l'OCDE, comme le Cadre d'action pour l'investissement, aux réformes portant sur le développement et la compétitivité du secteur privé dans ces régions.
- Une intensification de la participation active de pays partenaires aux processus d'examens par les pairs et une augmentation du nombre de pays faisant l'objet d'examens par les pairs.
- Une augmentation du nombre de pays partenaires adhérant aux instruments et normes de l'OCDE.

15. Réalisations escomptées : Effets

- Des réformes des politiques nationales et régionales, et des changements juridiques et institutionnels guidés par l'analyse de l'OCDE ;
- Une aptitude accrue des hauts fonctionnaires à concevoir et à mettre en œuvre des réformes efficaces ;

- Une amélioration des cadres juridiques et institutionnels des pays partenaires étayant la compétitivité et favorisant un environnement propice aux affaires.
- Un renforcement des réseaux régionaux grâce à la coopération d'un plus grand nombre de participants de la région et à un niveau de représentation plus élevé ;
- Un renforcement des relations de l'OCDE avec les pays partenaires, la formulation d'une vision commune des enjeux futurs et un renforcement de l'attachement aux normes et pratiques de l'OCDE.

Résultats attendus en 2015-16	
Description des résultats	Contribution aux priorités globales
<p>1. Renforcer le développement du secteur privé, la compétitivité et l'investissement en Europe de l'Est, dans le Sud du Caucase et en Asie centrale (Eurasie) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapports analytiques et rapports d'aide à la mise en œuvre des recommandations ; recommandations d'action et renforcement des capacités ; publications et guides pratiques sur les politiques fondés sur les bonnes pratiques et les instruments d'action de l'OCDE ; • Une réunion au niveau des Ministres ; deux réunions du Comité de pilotage ; deux réunions de la Table ronde sur la compétitivité de l'Eurasie ; réunions périodiques des Groupes de pilotage des groupes de travail sur les politiques régionales et les politiques par pays. 	<p>Les programmes régionaux sur le développement du secteur privé et la compétitivité contribueront aux priorités de l'OCDE par les résultats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Produire des analyses et prodiguer des conseils à l'intention des pays visant à renforcer leurs performances économiques et à instaurer une croissance inclusive ; • Rétablir la confiance à l'égard des institutions publiques et privées ; • Accroître la pertinence et l'impact de l'OCDE et renforcer son rôle normatif à l'échelle mondiale ; • Renforcer la pertinence et l'impact de l'Organisation au niveau mondial, en particulier grâce aux activités d'ouverture en direction des Partenaires et à la coopération avec d'autres instances internationales de premier plan.
<p>2. Renforcer le développement du secteur privé, la compétitivité et l'investissement dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapports analytiques et rapports d'aide à la mise en œuvre des recommandations ; examens par pays et thématiques ; renforcement des capacités et programmes de formation ; • Une réunion au niveau des Ministres ; deux réunions du Groupe de pilotage ; deux éditions du Forum des femmes entrepreneurs ; une conférence à haut niveau sur l'impact du cadre juridique sur l'intégration économique des femmes ; et des réunions périodiques des groupes de travail sur les politiques régionales. 	
<p>3. Renforcer le développement du secteur privé, la compétitivité et l'investissement en Europe du Sud-Est :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rapports analytiques et rapports d'aide à la mise en œuvre des recommandations ; publications et boîtes à outils, notamment le perfectionnement de l'indice de l'OCDE des politiques à l'égard des PME pour les Balkans occidentaux, et une édition régionale de la série des Perspectives de la compétitivité (<i>Competitiveness Outlook</i>) ; • Renforcement des capacités et réunions des groupes de travail. 	

III. Éléments de la proposition de programme de travail

Faciliter l'investissement local et international

16. Face à la diminution des flux d'investissement à destination des marchés émergents après la crise financière mondiale, suivie d'une reprise très inégale dans les régions couvertes par les programmes régionaux de l'OCDE, les gouvernements doivent donner un nouvel élan à leurs politiques de facilitation de l'investissement afin de restaurer la confiance et d'aider les investisseurs à relancer la croissance et l'emploi. Les programmes régionaux de l'OCDE aident les pouvoirs publics à réformer le climat de l'investissement et à élaborer et mettre en œuvre des mesures ciblées de facilitation de l'investissement.

- *Stimuler l'investissement en réformant les politiques de l'investissement dans la région MENA.* Le Programme MENA-OCDE pour l'investissement aidera les pays souhaitant réformer leurs régimes d'investissement et se rapprocher des normes de l'OCDE dans l'optique d'instaurer des environnements ouverts, transparents et prévisibles pour les investisseurs. Le Programme prévoit des analyses de l'évolution de l'IDE, des évaluations des politiques, des obstacles et des accords en matière d'investissement, afin d'identifier les réformes à mener en priorité, et œuvrera à l'intégration régionale en matière d'investissement, en coopération avec la Ligue des États arabes. Le soutien apporté prendra notamment la forme d'examens par pays portant sur le climat des affaires et de l'investissement et s'appuyant sur des évaluations multipartites. Le Programme apportera également son concours aux travaux relatifs à l'investissement réalisés dans le cadre du processus du Partenariat de Deauville issu du G8.
- *Soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de promotion de l'investissement en Eurasie.* Le Programme pour la compétitivité de l'Eurasie apportera un soutien technique aux gouvernements de la région pour l'organisation de leurs agences de promotion des investissements et l'élaboration de programmes de promotion de l'investissement. Le Programme proposera des recommandations relatives à l'organisation des agences de promotion des investissements par secteur et l'élaboration de programmes sectoriels de promotion de l'investissement. Un soutien à l'exécution des programmes sera notamment apporté à l'agence de promotion des investissements du Kazakhstan, et aux organismes compétents en la matière d'Ukraine, avec un accent particulier sur les énergies alternatives, les investissements verts et la compétitivité des petites et moyennes entreprises (PME).

Encourager les PME et l'entrepreneuriat

17. Encourager le développement des petites et moyennes entreprises (PME) et l'entrepreneuriat est déterminant pour la création d'emplois, la croissance économique et l'innovation. Les travaux portant sur le développement du secteur privé visent à aider les économies non membres de l'OCDE à recenser les obstacles à l'entrepreneuriat et au développement des entreprises, et à mettre en œuvre des stratégies pour les surmonter. L'analyse des politiques et les orientations qui seront formulées s'agissant des PME porteront sur les thèmes suivants :

- *Évaluer l'élaboration et la mise en œuvre des politiques en appliquant l'Indice des politiques à l'égard des PME aux différentes régions.* L'indice des politiques à l'égard des PME est un outil de diagnostic et de suivi mis au point par l'OCDE avec des contributions de la Commission européenne, de la Fondation européenne pour la formation, de la BERD et de la BEI. De nouvelles évaluations fondées sur cet Indice sont prévues en 2015-2016 dans les pays MENA du bassin méditerranéen, dans les Balkans occidentaux et en Turquie, ainsi que dans les pays membres de l'Initiative pour l'Europe de l'Est et le Sud du Caucase du Programme de l'OCDE pour la compétitivité de l'Eurasie. Chaque évaluation donnera lieu à un rapport régional ainsi qu'à une série d'ateliers et de réunions à l'échelon régional.

- *Développer l'accès des PME à une boîte à outils sur les financements.* L'accès des PME à une boîte à outils sur les financements, élaborée sous l'égide du Groupe de travail sur les petites et moyennes entreprises et du GCID, sera renforcé. La boîte à outils contiendra une liste de référence et des orientations à l'intention des décideurs politiques cherchant à stimuler le développement des PME. La boîte à outils continuera d'être déployée dans certains pays non membres de la région MENA, d'Europe du Sud-Est et d'Eurasie.
- *Promouvoir les PME et l'entrepreneuriat dans une optique de création d'emplois et de croissance dans la région MENA.* Les activités menées dans le cadre du Programme MENA-OCDE s'articuleront autour des axes de travail suivants : (i) un dialogue sur les politiques à suivre et un échange d'informations sur les bonnes pratiques permettant de créer des conditions plus favorables pour les PME ; (ii) l'élaboration de stratégies et de mesures proactives, notamment l'accès aux financements ; (iii) la collecte de données plus nombreuses et de meilleure qualité afin d'étayer l'élaboration de politiques reposant sur des données probantes ; et (iv) des mesures en faveur des entreprises très performantes et à forte croissance. Ces travaux seront réalisés dans le cadre du Groupe de travail du Programme sur les politiques en faveur des PME, de l'entrepreneuriat et du développement du capital humain et en coopération avec les pouvoirs publics des pays MENA, des organisations internationales, le secteur privé et d'autres parties prenantes.
- *Soutenir la mise en œuvre de politiques à l'égard des PME en Eurasie.* L'Initiative pour l'Europe de l'Est et le Sud du Caucase du Programme de l'OCDE pour la compétitivité de l'Eurasie prodiguera davantage de conseils ciblés sur la mise en œuvre de réformes des politiques à l'égard des PME au niveau des pays. Des stratégies et des plans d'actions spécifiques par pays visant à développer la compétitivité des PME seront déployés sur la base des domaines prioritaires mis au jour dans les publications *Eastern Europe and South Caucasus Competitiveness Outlook* et *SME Policy Index: Eastern Partnership: 2012*. On s'attachera dans ce cadre à adapter les politiques ciblées issues du *Small Business Act* pour l'Europe à des secteurs industriels spécifiques (agroalimentaire, TIC, etc.) et à développer plus avant des politiques horizontales fondées sur le CAI et le *Small Business Act* pour l'Europe.
- *Encourager la participation des femmes à la vie économique et le développement de l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA.* Par l'intermédiaire du Forum MENA-OCDE des femmes entrepreneurs, le Programme MENA-OCDE pour l'investissement permettra d'évaluer les politiques et les pratiques en vigueur à l'appui de l'entrepreneuriat féminin dans la région et à formuler des recommandations pour les améliorer. Le Forum MENA-OCDE des femmes entrepreneurs s'attachera à (i) concevoir des outils en ligne afin de faciliter les échanges d'informations sur les entreprises, de bonnes pratiques, de stratégie d'accès aux financements, d'informations sur les services de support aux entreprises, et sur les possibilités de formation ; (ii) participer à la formulation de recommandations d'actions concernant l'exercice de fonctions à responsabilité par les femmes ; et (iii) analyser l'impact des technologies de l'information et de la communication sur l'emploi et l'entrepreneuriat féminin.
- *Cadre d'action pour le mécanisme en faveur de l'innovation et du développement des entreprises dans les Balkans occidentaux (EDIF).* La Charte de l'OCDE pour l'investissement en Europe du Sud-Est soutient l'EDIF à travers la mise en œuvre d'un cadre d'action complet visant à améliorer l'environnement opérationnel pour les PME innovantes et à forte croissance dans les Balkans occidentaux. L'EDIF, qui a été créé par le Fonds européen d'investissement, la Commission européenne et la BERD, est une panoplie complète de mesures propres à améliorer l'accès aux financements des PME innovantes et à forte croissance dans les Balkans. Les travaux prévus pour la période 2013-2017 permettront de : (i) soutenir l'instauration de cadres d'action à l'appui de partenariats en faveur de l'innovation conçus sur le modèle de la triple hélice, entre les entreprises, les

milieux universitaires et les administrations dans trois pays d'Europe du Sud-Est ; (ii) procéder à une évaluation complète des politiques sur la base d'une version améliorée de l'Indice des politiques à l'égard des PME ; et (iii) déterminer l'ordre de priorité des réformes à partir des résultats de cette évaluation.

Renforcer la compétitivité en s'appuyant sur le Cadre d'action pour l'investissement

18. Tous les programmes régionaux œuvrent au renforcement de la compétitivité en instaurant avec les pays partenaires un dialogue horizontal, sectoriel et thématique sur les politiques à suivre.

Résultats du dialogue horizontal sur les politiques à suivre

19. En utilisant le CAI comme base, les programmes régionaux de l'OCDE ont mis au point des indicateurs spécifiques mesurant la performance d'un pays donné sur dix aspects de l'action publique ayant un lien avec la compétitivité. Les évaluations qui en résultent mettent en évidence les lacunes à combler afin d'améliorer le climat de l'investissement.

- *Utilisation du CAI et d'autres outils pertinents de l'OCDE dans le suivi des réformes du climat de l'investissement.* Sur la base du CAI et en utilisant les indicateurs de l'Indice de réforme de l'investissement (IRI) et des examens du climat des affaires, les programmes régionaux produiront des examens du climat des affaires pour certains pays des régions couvertes par le Domaine de résultats 4.1.5. De plus, une série d'indicateurs sera élaborée afin d'assurer le suivi des engagements souscrits par les pays dans le cadre de la Vision 2020 pour l'Europe du Sud-Est adoptée à la Conférence ministérielle sur l'Europe du Sud-Est en novembre 2011, qui s'inspire de la Stratégie Europe 2020. Parmi les domaines couverts par la Vision 2020 pour l'Europe du Sud-Est figurent l'innovation, la compétitivité, l'éducation et l'emploi. La mesure des progrès réalisés au regard de la Vision 2020 pour l'Europe du Sud-Est devrait permettre d'établir les futures priorités de réformes pour les économies d'Europe du Sud-Est tant au niveau régional qu'au niveau des pays.
- *Suivi des politiques de l'investissement dans la région MENA.* Tous les pays actuellement membres du Partenariat de Deauville à l'exception de la Lybie ont adhéré, ou ont engagé un processus d'adhésion, à la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international. Dans ce contexte, le Groupe de travail n°1 du Programme MENA-OCDE pour l'investissement suit les exceptions au traitement national formulées par les pays partenaires du Programme et les autres mesures relatives à l'investissement adoptées par ceux-ci. Une version mise à jour de cet outil de suivi sera présentée à chaque réunion du Groupe de travail. L'OCDE transmettra à la Ligue des États arabes les résultats pertinents de ces travaux pour faciliter la mise à jour des instruments d'investissement de la Ligue des États arabes de 1980.
- *Renforcer le volet investissement des accords commerciaux régionaux* (en partenariat avec la Ligue des États arabes [pour la région MENA] et le secrétariat de l'ALEEC [pour l'Europe du Sud-Est]). La Charte pour l'investissement en Europe du Sud-Est de l'OCDE aide les signataires de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC) à tirer pleinement parti de la mise en œuvre de l'ALEEC par (i) l'élimination graduelle des barrières non tarifaires ; (ii) la libéralisation progressive des échanges de services ; et (iii) le recensement des mesures permettant d'optimiser les bénéfices de la libéralisation des échanges régionaux et de l'investissement.
- *Réaliser des examens du climat des affaires dans les pays membres du Partenariat de Deauville.* L'Égypte et le Maroc ont chacun engagé un processus d'examen du climat des affaires sur deux ans, qui a permis d'évaluer le climat des affaires et de formuler des recommandations sur les réformes à mettre en œuvre ; ces deux processus se sont achevés respectivement en 2010 et 2011. En ce qui concerne la réalisation d'autres examens, des discussions sont engagées avec la Tunisie et la Jordanie,

et une mise à jour de l'Examen du climat des affaires de l'Égypte est en cours. Ces examens s'appuient sur le Cadre d'action pour l'investissement et apportent un point de vue transversal sur l'interdépendance des réformes concernant le climat des affaires. Ils ont pour objectif de renforcer les capacités de coordination horizontale au sein des administrations publiques, ainsi que le dialogue public-privé.

Résultats du dialogue sectoriel sur les politiques à suivre

- *Élaboration de cadres sectoriels d'action pour l'investissement dans des secteurs à haut potentiel, notamment les secteurs primaire et secondaire, ainsi que dans les services et les énergies renouvelables.* Le Cadre d'action pour l'investissement a servi de base à l'élaboration d'évaluations du climat des affaires et de l'investissement pour l'Europe du Sud-Est, la région MENA et l'Eurasie. Enrichir le CAI existant d'une dimension sectorielle permettra d'attirer plus facilement des investissements plus diversifiés dans les secteurs à forte valeur ajoutée.
- *Analyses sectorielles réalisées sur la base du Cadre d'action pour l'investissement en Eurasie.* Le programme de l'OCDE pour la compétitivité de l'Eurasie continuera d'appliquer le CAI au niveau sectoriel, tout en apportant un appui consultatif aux gouvernements du Kazakhstan, de l'Ukraine, de la République kirghize, du Tadjikistan, de l'Arménie, de la Géorgie et d'autres pays couverts par le Programme. Il est également prévu de continuer d'élargir les activités de conseil au niveau des pays et d'apporter un soutien à l'action publique davantage adapté à chaque pays.
- *Soutien à la mise en œuvre de tous les volets liés à l'investissement et à la compétitivité de la Vision 2020 pour l'Europe du Sud-Est,* sur la base du CAI. Il s'agira d'améliorer la mise en œuvre de cette stratégie en recensant les trois secteurs les mieux à même de contribuer à la réalisation des objectifs de la Vision 2020 pour l'Europe du Sud-Est, et en créant trois groupes de travail régionaux sectoriels. Ces groupes de travail analyseront les principaux obstacles à l'investissement et lanceront des projets pilotes de renforcement des capacités à l'échelle régionale dans les trois secteurs en question afin d'éliminer ces obstacles.

IV. Initiatives régionales

Programme pour la compétitivité de l'Eurasie

20. Le 29 juin 2010, le Comité des relations extérieures (CRE) a approuvé la prolongation du Programme de l'OCDE pour la compétitivité de l'Eurasie pour la période 2011-2015¹. Le Programme a été lancé dans l'objectif d'accroître l'investissement, de stimuler la compétitivité et le développement du secteur privé en Eurasie, en aidant les gouvernements à élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à améliorer le climat des affaires. Le Programme regroupe deux initiatives sous-régionales : l'Initiative pour l'Asie centrale (Afghanistan, Kazakhstan, Mongolie, Ouzbékistan, République kirghize, Tadjikistan et Turkménistan) et l'Initiative pour l'Europe de l'Est et le Sud du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie, République de Moldavie et Ukraine). Une prolongation du mandat pour cinq ans sera sollicitée en temps voulu.

¹ Le Programme a été créé en 2008 lorsque le Conseil en a approuvé les résultats et modalités de financement proposés pour 2008-2010 [[C\(2008\)24](#)].

Activités importantes prévues en 2015-2016 dans le cadre du Programme

- *Renforcement du dialogue régional.* Dans le cadre de l'Initiative pour l'Asie centrale, la phase 3 du projet « Investissement et compétitivité en Asie Centrale » sera lancée en 2015, et, dans le cadre de l'Initiative pour l'Europe de l'Est et le Sud du Caucase, les travaux de la Phase 2 se poursuivront (2014-2016). La Semaine de l'OCDE pour l'Eurasie, qui sera lancée en novembre 2014, deviendra une manifestation annuelle réunissant des représentants de tous les pays de la région, de pays donateurs, de membres de l'OCDE, d'autres organisations internationales et du secteur privé. Au cours de la Semaine de l'OCDE pour l'Eurasie auront lieu les réunions des Comités de pilotage de l'Initiative pour l'Asie centrale et de l'Initiative pour l'Europe de l'Est et le Sud du Caucase, des conférences thématiques, un forum pour les entreprises, des réunions bilatérales, et la Table ronde sur la compétitivité de l'Eurasie. Cette dernière renforce le dialogue régional sur les politiques à suivre en s'appuyant sur un mécanisme d'examen par les pairs et le partage des bonnes pratiques entre tous les pays partenaires.
- *Activités spécifiques par pays.* L'Initiative pour l'Europe de l'Est et le Sud du Caucase et l'Initiative pour l'Asie centrale continueront de prodiguer des conseils au niveau des pays et de promouvoir des réformes en faveur de la compétitivité sectorielle auprès d'un nombre croissant de pays partenaires du Programme de l'OCDE pour la compétitivité de l'Eurasie. Le processus d'examen par les pairs mené dans le cadre de la Table ronde sur la compétitivité de l'Eurasie vient compléter ces activités.
- *Renforcement des capacités.* Les manifestations dédiées au renforcement des capacités et les séminaires à l'intention des fonctionnaires et des représentants des PME se poursuivront dans le cadre de l'Initiative pour l'Europe de l'Est et le Sud du Caucase et de l'Initiative pour l'Asie centrale, notamment avec le Centre OCDE LEED de Trente. Cette activité a pour objectif d'aider les pays bénéficiaires à renforcer en profondeur leurs capacités en rapport avec des politiques spécifiques liées à la compétitivité et aux entreprises. Les sujets traités seront en rapport avec les domaines couverts par le CAI et d'autres outils pertinents.

Le Programme MENA-OCDE pour l'investissement

21. En réponse aux défis socio-économiques auxquels est confrontée la région MENA et sur la base des consultations du Groupe de pilotage du Programme MENA-OCDE pour l'investissement en 2012 et 2013, le Programme a renforcé l'accent mis sur l'instauration d'une croissance plus inclusive et la création d'emplois par l'investissement, la promotion des petites et moyennes entreprises (PME), l'intégration économique des femmes et le renforcement de l'intégrité des entreprises. Le Programme participe au processus du Partenariat de Deauville du G8, qui soutient les réformes économiques et les réformes en matière de gouvernance dans les pays en transition (Égypte, Jordanie, Libye, Maroc, Tunisie et Yémen). Ce cadre thématique donné aux travaux en cours du Programme s'inscrit dans le mandat conféré par le Conseil de l'OCDE pour 2011-2015.

- *Stimuler l'investissement par des réformes des politiques de l'investissement.* Pour enrayer le ralentissement de l'investissement, le Programme analyse l'évolution de l'IDE, évalue les politiques de l'investissement et recense les réformes prioritaires. Afin de promouvoir l'investissement interrégional, il soutient également la ratification de l'accord sur les investissements de la Ligue arabe modifié en 2012. Le Programme permet de mener des activités par pays visant à encourager les réformes concernant l'investissement, comme l'Examen du climat des affaires de l'Égypte, et le projet sur les politiques et la promotion de l'investissement en Irak. Par l'intermédiaire du Programme de soutien à la sécurité des investissements dans la région méditerranée (ISMED), il formule des recommandations d'action sectorielles de nature à lutter contre les obstacles à l'investissement du secteur privé dans les projets d'infrastructure. Le Groupe de réflexion sur les énergies renouvelables, réseau rassemblant des experts des secteurs public et privé, apporte son concours à la formulation de

stratégies de sensibilisation sur des questions liées au développement d'infrastructures pour les énergies renouvelables. Les prochaines activités menées dans le cadre du Programme viseront à soutenir les réformes des régimes d'investissement, à encourager la levée des restrictions et la rationalisation des approbations et des incitations, à assurer la cohérence des accords d'investissement et à appuyer le règlement des différends relatifs aux investissements et la création de zones d'investissement.

- *Promouvoir l'entrepreneuriat et le développement des PME.* Le nombre de PME qui sont créées et qui survivent dans la région MENA est bien inférieur à la moyenne mondiale. Au moyen de travaux de recherche et d'analyse, le Programme permet de mieux comprendre l'importance des entreprises à forte croissance et recense des ensembles cohérents de moyens d'action visant à soutenir leur développement et leur potentiel de création d'emplois. Le Programme a contribué au processus de Deauville en élaborant des plans d'action à court terme portant sur la promotion des PME et soutient leur mise en œuvre. Il continuera de promouvoir des politiques en faveur des PME et de soutenir des stratégies favorables aux PME par pays, en mettant l'accent sur le suivi et l'évaluation des politiques. De nouveaux thèmes seront envisagés, par exemple : les moyens à mettre en œuvre pour intégrer les PME dans l'économie formelle ; l'impact des migrants sur les PME et l'innovation ; et l'intégration des PME dans les chaînes de valeur mondiales.
- *Instaurer des conditions équitables pour les entreprises.* La corruption impliquant des entreprises privées et le trafic d'influence impliquant des agents publics ont compté parmi les principaux déclencheurs des troubles dans la région MENA. Le Réseau pour l'intégrité des affaires créé dans le cadre du Programme traite de la nécessité de disposer de cadres réglementaires adéquats pour les affaires et d'une législation efficace de lutte contre la corruption, et du rôle du secteur privé dans la mise en œuvre du principe d'intégrité. Le Programme donne également des informations sur la gouvernance d'entreprise et le rôle des entreprises publiques, et permet de renforcer les capacités en matière de conduite responsable des entreprises. Il continuera à servir de cadre à un dialogue régional et à des examens régionaux sur l'intégrité des affaires et les pratiques de gouvernance d'entreprise, sur la base de l'expérience accumulée dans la mise en œuvre des instruments pertinents de l'OCDE. Ces travaux sont menés en coopération avec d'autres directions de l'OCDE.
- *Renforcer l'intégration économique des femmes.* Le taux d'activité des femmes dans la région MENA reste le plus faible du monde (24 %), alors que le taux de chômage des femmes est le plus élevé (18 %). Le Forum MENA-OCDE des femmes entrepreneurs, réseau réunissant des représentants du secteur public, des entreprises et de la société civile, vise à améliorer les politiques touchant l'entrepreneuriat féminin et la participation des femmes à l'économie. Le Forum confirmera son rôle de réseau régional ouvert, tirant parti des compétences spécialisées des participants par le biais de conférences régionales, d'ateliers consacrés au renforcement des capacités, et d'analyses des politiques, afin de d'obtenir des améliorations concrètes de l'environnement des affaires pour les femmes entrepreneurs. Un autre projet, « Soutenir les femmes en tant qu'acteurs économiques durant la période de transition », recensera les obstacles juridiques à la participation des femmes à l'économie dans six pays de la région MENA. Le Programme soutient également l'autonomisation économique des femmes dans le cadre du Partenariat de Deauville.
- *Consolider et renforcer le dialogue régional sur les politiques à suivre.* Tirant parti de ses points forts et de ses avantages comparatifs pour aborder de nouveaux thèmes, le Programme se penchera sur des questions telles que l'intégration commerciale et économique régionale, les inégalités socio-économiques et la promotion de la compétitivité à l'appui d'une croissance inclusive.

22. S'appuyant sur les réalisations passées et les enseignements tirés tout en s'adaptant aux nouveaux enjeux et besoins de la région, le Programme MENA-OCDE pour l'investissement continuera de s'attacher à :

- *Approfondir le dialogue régional sur les politiques à suivre et le renforcement des capacités.* Cet objectif sera poursuivi en menant les activités suivantes : un recensement régulier des réformes prioritaires à l'échelon régional et le suivi de leur évolution ; l'utilisation du dialogue sur les politiques à suivre comme mécanisme de collaboration régionale et de soutien aux réformes nationales ; et la poursuite de la mise en œuvre des programmes des groupes de travail, groupes d'étude, groupes spéciaux, réseaux, conseils et forums thématiques régionaux mis en place dans le cadre du Programme. Ces travaux incluront l'analyse des moyens à mettre en œuvre pour renforcer les cadres régionaux d'investissement ; soutenir le développement de micro-entreprises et de petites et moyennes entreprises et leur accès aux marchés financiers ; et appuyer des actions régionales concertées visant à promouvoir l'égalité hommes-femmes.
- *Favoriser le dialogue et l'apprentissage entre pairs.* Cet objectif sera poursuivi en examinant régulièrement les priorités en matière de réformes nationales et en utilisant les examens et programmes par pays comme outils pour évaluer efficacement le climat de l'investissement et des affaires. Feront également partie de ces activités des interventions ciblées de développement des capacités, notamment des séminaires de formation, des missions d'étude et des ateliers, ainsi qu'une aide spécifique par pays visant à améliorer le cadre d'investissement en Irak et le développement des PME en Libye.
- *Suivre et mesurer l'avancée des réformes au niveau des pays.* Pour ce faire, les activités suivantes seront menées : la publication de rapports d'étapes réguliers sur les réformes portant sur le climat de l'investissement et des affaires dans les pays MENA ; la poursuite de l'inventaire de l'état du climat des affaires et des politiques de l'investissement dans les pays MENA, y compris par la collecte de données comparatives afin d'évaluer l'avancée des réformes ; et l'évaluation régulière du Programme et de ses résultats.

Soutien au processus du Partenariat de Deauville issu du G8

23. Outre ses principaux résultats, le Programme MENA-OCDE pour l'investissement continuera d'étayer la contribution de l'OCDE au processus du Partenariat de Deauville. Dans le cadre du Programme, la coopération avec d'autres organisations internationales, les pays du G8 et l'Égypte, la Libye, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie sera renforcée. Le Programme continuera en particulier d'apporter son concours aux plans d'action par pays relatifs au développement des PME et à l'entrepreneuriat (adoptés à la Conférence du Partenariat de Deauville de novembre 2012 à Londres) et à l'investissement (adoptés à la suite de la réunion du Partenariat de Deauville tenue à Londres en septembre 2013), en tirant parti de l'expérience accumulée par les groupes de travail du Programme sur ces sujets. Le Programme soutient spécifiquement la stratégie pour le développement des PME de la Libye qui vise à permettre à ce pays de diversifier son économie et d'instaurer une croissance durable reposant sur un cadre institutionnel et juridique clair et renforcé à l'appui des PME.

La Charte pour l'investissement en Europe du Sud-Est

24. La Conférence ministérielle sur l'Europe du Sud-Est qui s'est tenue à Paris les 23 et 24 novembre 2011 a permis de définir une vision commune pour l'Europe du Sud-Est à l'horizon 2020 qui rapprochera la région de l'UE et l'alignera sur la Stratégie Europe 2020. Les cinq piliers de la Vision 2020 pour l'Europe du Sud-Est sont les suivants : (i) croissance intégrée ; (ii) croissance « intelligente » ; (iii) croissance durable ; (iv) croissance inclusive ; et (v) gouvernance au service de la croissance.

25. À l'avenir, la Charte pour l'investissement continuera de suivre les progrès réalisés au regard des objectifs définis pour chaque pilier à la Conférence ministérielle de 2012, en s'appuyant sur une version améliorée de l'*Indice de réforme de l'investissement*, et sur les Perspectives de la compétitivité en Europe du Sud-Est (*SEE Competitiveness Outlook*), et accompagnera les pouvoirs publics dans leurs efforts de réformes

en les aidant à renforcer leurs capacités et à mettre en œuvre leurs réformes dans le domaine de la compétitivité sectorielle, de l'innovation et de la mise en valeur du capital humain.

26. *Soutenir la mise en œuvre de la Vision 2020 pour l'Europe du Sud-Est.* Cette activité visera à suivre et évaluer les réformes et les dispositifs institutionnels nécessaires pour concrétiser les engagements de la Vision 2020 pour l'Europe du Sud-Est, et à renforcer la compétitivité des principaux secteurs économiques dans les Balkans occidentaux. Ce dernier axe sera mené à bien grâce à la création de groupes de travail sectoriels et par la mise en œuvre de projets pilotes afin d'accroître la productivité dans les secteurs où il est possible de dégager des synergies régionales.

27. Parallèlement, la Charte de l'OCDE pour l'investissement en Europe du Sud-Est continuera de soutenir les politiques à l'égard des PME dans le cadre du mécanisme en faveur de l'innovation et du développement des entreprises (EDIF), et à apporter un soutien à la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange d'Europe centrale (ALEEC) de 2006 en matière de politique commerciale, comme indiqué plus haut.

V. Objectifs généraux de l'OCDE

Contribuer à la Stratégie de relations mondiales de l'OCDE

28. La Stratégie de relations mondiales de l'OCDE a pour objectif d'aider l'Organisation à devenir un réseau mondial pour l'action publique plus efficace et plus intégrateur, par un engagement auprès de ses Partenaires clés (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Indonésie) et d'autres économies importantes, notamment celles qui mènent des réformes avec succès. Les analyses économiques, les orientations stratégiques et les normes de bonnes pratiques de l'OCDE sont de plus en plus reconnues au-delà de ses Membres, ce qui permet à l'Organisation d'affirmer son rôle normatif à l'échelle mondiale.

29. La *Résolution du Conseil sur le renforcement du rayonnement mondial de l'OCDE* invite le Secrétaire général à « étudier et formuler à l'intention du Conseil des recommandations sur l'action à mener pour poursuivre le renforcement de la composante régionale des Relations mondiales de l'OCDE ».

30. Les programmes régionaux sont des instruments efficaces pour permettre à l'OCDE de diffuser ses normes et ses bonnes pratiques. Le soutien par les pairs à l'échelle régionale vient renforcer les messages stratégiques et la recherche de solutions régionales, et permet aux partenaires de mettre à profit les connaissances spécialisées de l'OCDE et de renforcer leurs capacités de réponse face à leurs priorités nationales, d'améliorer leur compétitivité ainsi que leur résilience aux chocs mondiaux.

31. Consciente de l'importance de cette région du monde qui compte parmi les plus dynamiques, l'OCDE met en place un Programme régional complet pour l'Asie du Sud-Est, qui vient s'ajouter aux programmes existants consacrés à la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, à l'Eurasie et à l'Europe du Sud-Est, et aux axes de travail portant sur l'Afrique et l'Amérique latine

VI. Ressources

32. Actuellement, le financement des programmes régionaux de développement du secteur privé repose entièrement sur des contributions volontaires. Dans un contexte de maîtrise de la dépense publique dans les pays de l'OCDE, les contraintes budgétaires qui pèsent sur les activités programmées devraient s'intensifier. De plus, le financement et/ou la mise en œuvre des résultats inscrits au programme de travail pourraient subir des retards ou des difficultés liées à la nécessité de négocier et de mettre en œuvre des accords-cadres avec les principaux donateurs, comme la Commission européenne.

ANNEXE I : COÛT ESTIMATIF ET RECETTES SOUS FORME DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (CV) PRÉVUES POUR 2015-16

4.1.5 Développement du secteur privé		2014 Coût estimatif total	2015 Coût estimatif total	2016 Coût estimatif total	2015 CV disponibles	2016 CV disponibles	2015 Nouvelles CV	2016 Nouvelles CV
4.1.5.1	Europe du Sud-Est	3,261	2,820	3,235	2,300	885	520	2,350
4.1.5.1.1	Soutien à la Vision 2020 pour l'Europe du Sud-Est		1,450	1,535	1,400	685	50	850
4.1.5.1.2	Politiques à l'égard des PME		1,120	1,420	900	200	220	1,220
4.1.5.1.3	Soutien au libre-échange (ALEEC)		250	280	0	0	250	280
4.1.5.2	Moyen-Orient et Afrique du Nord	3,560	7,184	3,472	4,423	1,611	2,761	1,861
4.1.5.2.1	Investissement		1,603	1,290	313	0	1,290	1,290
4.1.5.2.2	PME et compétitivité		814	414	0	0	814	414
4.1.5.2.3	Intégrité		361	157	204	0	157	157
4.1.5.2.4	Femmes		1,124	0	624	0	500	0
4.1.5.2.5	Libye		991	137	991	137	0	0
4.1.5.2.6	Irak		2,291	1,474	2,291	1,474	0	0
4.1.5.3	Eurasie	7,848	11,890	7,910	7,590	2,610	4,300	5,300
4.1.5.3.1	Projets pour le Kazakhstan		5,180	2,610	4380	1,810	800	800
4.1.5.3.2	Projets pour l'Ukraine		2,025	1,000	1025	0	1,000	1,000
4.1.5.3.3	Projets régionaux pour l'Asie centrale		1,000	1,200	0	0	1,000	1,200
4.1.5.3.4	Projets régionaux pour l'Europe de l'Est et le Sud du Caucase		1,185	800	1185	800	0	0
4.1.5.3.5	Projets par pays pour l'Asie centrale		1,500	2,300	0	0	1,500	2,300
4.1.5.3.6	Projets par pays pour l'Europe de l'Est et le Sud du Caucase		0	0	0	0	0	0
4.1.5.3.7	Projets du Programme pour la compétitivité de l'Eurasie		1,000	0	1000	0	0	0
TOTAL :		14,669	21,894	14,617	14,313	5,106	7,581	9,511